

ARRETE DE CIRCULATION ET DE STATIONNEMENT
2024-09-03-B

Nous, Djamel NEDJAR ;
Maire de la Ville de Limay ;

Vu l'arrêté municipal n° 29/2021 en date du 18 octobre 2021, portant délégation permanente d'une partie des attributions du Maire à Monsieur Florin, 4^{ème} Adjoint ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en ses articles L 2213-1 et L 2213-2 ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, modifié par l'arrêté du 06 juin 1977 et par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992 ;

Vu le Code de la Route, notamment son article R.411-8 ;

Vu la permission de voirie n° CTC 2024-1341, délivrée par le Grand Paris Seine et Oise (CU GPSEO) le 25 juin 2024 ;

Considérant la demande en date du 29 août 2024 **de l'entreprise CISE TP (pour le compte de GPSEO) – Agence Val de Seine – Antenne de Rosny sur Seine, 76, Route de Buchelay 78710 ROSNY SUR SEINE**, afin de procéder à des travaux pour la création d'un branchement d'eau potable et assainissement, travaux situés **rue du Vieux Pont (n° 4), périodicité des travaux du 11 septembre 2024 au 20 septembre 2024 inclus.**

Considérant qu'il y a lieu de modifier provisoirement les dispositions de circulation et de stationnement **du 11 septembre 2024 au 20 septembre 2024 inclus.**

ARRETONS :

Article 1 : **L'entreprise CISE TP** est autorisée à effectuer les travaux mentionnés sur l'arrêté, sur la rue du Vieux Pont, du 11 septembre 2024 au 20 septembre 2024 inclus.

Article 2 : La circulation se fera par demi-chaussée réglée manuellement, au droit du chantier.

Article 3 : La vitesse sera limitée à 20km/h, au droit du chantier.

Article 4 : Le stationnement sera interdit des deux côtés de la rue du n° 2 au n° 10, au droit du chantier.

Hôtel de Ville

5, avenue du Président Wilson – 78520 Limay
Tél. : 01 34 97 27 27 - Fax : 01 34 97 27 34

*Toute correspondance doit être adressée à Monsieur le Maire
à l'adresse ci-dessus, en rappelant les références du service.*

Article 5 : L'interdiction de stationner édictée dans l'article 4 est considérée comme stationnement gênant (Art. R.417-9 à R. 417-13 Code de la Route). Tous véhicules en infraction du présent arrêté, pourront être verbalisés et mis en fourrière (Art. R.325-12 et suivants du Code de la Route).

Article 6 : **L'entreprise CISE TP** chargée d'exécuter les travaux aura la charge de la signalisation temporaire du chantier sur le domaine public, et sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Cette dernière devra être conforme à la réglementation en vigueur qui est actuellement édictée par l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, modifié par les textes subséquents et par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1 - 8^{ème} partie, approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992.

Article 7 : Monsieur le Directeur général des Services de la Commune de Limay est chargé de l'application du présent arrêté, dont l'ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Commissaire de Police de MANTES LA JOLIE,
- Monsieur le Lieutenant de la caserne des pompiers de Limay,
- Département cadre de vie et aménagement du territoire (Service espaces publics et naturels),
- L'entreprise CISE TP (Demandeur),
- CTVM I (Bus Mantes la Jolie/Limay/service exploitation).

FAIT A LIMAY, LE TROIS SEPTEMBRE DEUX MILLE VINGT QUATRE.

**Pour le Maire,
Par délégation,**

**L'adjoint en charge du cadre de vie,
De la propreté et des espaces
publics,**


A. FLORIN

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Versailles ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal administratif dans un délai de deux mois.